

Dans la région de Jérusalem ;

- 200 maisons ont été détruites en 2003, (de 1988 à 2002 : 40 à 50 maisons détruites en moyenne par année).
- 80% des maisons sont construites sans autorisation et sont donc potentiellement menacées de démolition sans motifs particuliers, uniquement par représailles ou répression. C'est une menace qui fait vivre la population dans la peur, sans distinction de classes sociales. Ces destructions peuvent toucher des maisons cossues, mais le plus souvent elles visent les maisons les plus modestes. Les propriétaires sont sommés de démolir leur maison eux-mêmes à leur frais, faute de quoi la facture leur est adressée après coup.

Ta-Ayousch

Cette association rassemble des Juifs et des Arabes, radicaux et sionistes de gauche. Elle a été créée à la suite de la 2^{ème} Intifada. 200 personnes sont actives et certaines actions mobilisent 500 et 700 personnes. Elle a pour objectif la lutte contre l'occupation, le racisme, le mur, mais aussi contre tous les autres murs à l'intérieur de la société israélo-palestinienne.

Quels moyens ? Les médias, des pétitions, le travail avec la population palestinienne, la protection de la récolte des olives.

L'association dénonce la détention d'armes, sans base légale, par les colons, et le fait qu'ils ne soient pas poursuivis. Cela concerne aujourd'hui un tel nombre de colons que ceux-ci se sentent capables de se battre même contre l'armée pour garder leurs armes.

Le financement de l'association est assuré par des collectes, elle s'interdit d'être financée par des partis ou des institutions.

Sur le « droit au retour des réfugiés » l'association n'a pas pris position. Beaucoup de Juifs ne sont pas prêts à faire ce pas, mais l'association privilégie le débat et la réflexion.

Centre d'informations alternatives AIC

Le Centre comprend des Israéliens et des Palestiniens et également des Palestiniens israéliens. Avant la 2^e Intifada l'association était financée par des fonds européens.

Le Centre part du constat que les informations israéliennes sont financées par le pouvoir alors que les médias palestiniens sont privés de ressources.

Ses préalables, avant tout projet de paix, sont la suppression de toutes les colonies établies depuis 1967 et l'acceptation du retour des réfugiés. Ces positions ne sont pas négociables.

Six à sept personnes travaillent pour le Centre du côté israélien et onze du côté palestinien. Cependant, les partenaires israéliens ne peuvent pas se rendre facilement dans les territoires palestiniens ; en allant par exemple à Bethléem pour rencontrer les partenaires palestiniens, ils enfreignent les consignes des autorités israéliennes.

L'objectif du Centre est de favoriser la connaissance réciproque, en particulier avec les Palestiniens isolés et peu informés, et la réflexion politique. Son journal est diffusé à raison de 3000 ex en hébreu et 3000 ex en arabe. Actuellement des groupes palestiniens travaillent sur la globalisation.

L'écrivain Michel Warschavsky en est un des membres fondateurs.

Le Centre fait le constat suivant.

- La politique économique et sociale du gouvernement israélien s'aligne sur celle des Etats-Unis. Les pauvres sont considérés comme des criminels. En Israël, 20% de la population est d'origine palestinienne, son éducation est séparée, elle présente le plus fort taux de chômage.
- Politiquement, la gauche traditionnelle a été désarçonnée par la 2^{ème} Intifada et elle est accusée par la droite de l'avoir favorisée. La gauche n'a pas encore compris la 2^{ème} Intifada et Peace-now considère que les premières victimes sont toujours israéliennes.

Pour l'AIC, l'occupation est le problème principal et Israël doit quitter les territoires palestiniens.

Mardi 5 octobre

8h départ pour RAM

Coordination environnementale : le PENGON **Siège de la campagne internationale contre le Mur**

La Coordination est constituée d'organisations non gouvernementales et de groupes actifs dans la problématique de l'environnement, elle s'investit actuellement dans la campagne contre la construction du Mur.

Actuellement 54 comités existent dans des villages pour gérer les difficultés causées par le Mur. Des comités élargis sont présents en Jordanie, en Egypte, au Qatar et au Maroc.

Un des principaux objectifs de la Coordination est de diffuser toutes les informations sur le Mur vers les médias internationaux et de chercher à élargir le réseau à l'étranger.

D'autre part, elle cherche à obtenir de l'Autorité palestinienne qu'elle ne prenne aucun accord concernant le Mur sans une consultation de la société civile.



D'un côté,



de RAM



de l'autre.

Depuis que le Tribunal International a déclaré le Mur illégal, une stratégie nouvelle est développée : convaincue qu'Israël, soutenu par les E-U, ne va rien changer à sa politique concernant le Mur, la Coordination préconise dorénavant le boycott des produits israéliens et l'isolement d'Israël sur le plan international. Elle préconise également le boycott des produits israéliens par les Palestiniens. A noter qu'il n'est pratiquement pas possible actuellement d'exporter les produits palestiniens.

Le développement d'une politique internationale de boycott est en marche avec des pays d'Asie, d'Afrique, sud américains et européens. La Coordination estime que les droits politiques et humains ne doivent pas être déconnectés de la lutte environnementale dans le sens du Forum social de Porto-Alegre, elle appelle à la collaboration avec d'autres ONG palestiniennes et israéliennes.

Comité de soutien agricole palestinien (www.stopthewall.org)

Le Comité nous fait un historique du Mur et nous fait part de son analyse de la situation. Il cite le cas de la ville de Kalkilya (40'000 hab.) qui est complètement entourée par le Mur et à laquelle on ne peut désormais accéder que par une seule porte. Dans cette ville autrefois riche, 70% des habitants vivent principalement de l'assistance humanitaire. 6000 habitants ont déjà quittés la ville, 600 arcades se sont fermées, sans compter les conséquences psychologiques, les dépressions.

Le Mur tel que prévu serait long de 786 km, et d'une hauteur de 2,50 à 9 m. Construit en béton ou sous forme de clôture électrifiée. Il comprend une zone de sécurité de 150 m de large.

Le Mur a enfermé 16 villages et 343'000 palestiniens entre la ligne verte et le Mur, 60 villages et 522'000 palestiniens sont séparés de leurs terres.

Le système Hydraulique est contrôlé par les Israéliens, il est interdit aux Palestiniens de forer des puits.

A Jérusalem, le Mur a isolé 125'000 Palestiniens.

Sharon a pris exemple sur l'Afrique du Sud. Son objectif actuel est de refuser l'indépendance de la Palestine et de parquer les Palestiniens dans des bantoustans.

10h Ramallah

Palestinian Agricultural Relief Committees (PARC)

Nous sommes reçu par cette ONG qui organise notre séjour en Palestine. On nous informe de la situation de ces derniers jours: les attaques israéliennes se sont multipliées dans les territoires occupés et 77 morts sont à déplorer en trois jours.

Notre mission est la première cette année pour la récolte des olives.

Le but général du PARC est la formation de groupes et de comités dans les villages.

Créé en 1983 par de jeunes agronomes palestiniens à leur retour d'Europe où ils avaient étudié, le PARC travaille à un système de services aux agriculteurs, au développement des ressources naturelles, à l'amélioration des routes agricoles et de l'irrigation, ceci en organisant des groupes, notamment de femmes (les femmes représentent 60% des travailleurs).

Il axe aussi son travail sur la formation des jeunes, l'aide aux jeunes sans emploi, et le développement du travail volontaire dans les villages, où l'on compte actuellement 70 groupes.

Le financement du PARC dépend de l'aide internationale et il est à ce point de vue indépendant de l'Autorité palestinienne.

Questionné sur l'Initiative de Genève : le PARC répond qu'il n'a pas pris position.

Nous continuons par une visite du village de Kufer Nama (4000 hab.) où le PARC est représenté et a réalisé une route agricole, une citerne et a suscité l'organisation d'un groupe de jeunes. Le village a d'autre part été doté d'un parc pour enfants offert par une ONG. Au terme de la visite nous sommes invités chez un responsable du PARC, nous buvons le thé, faisons la connaissance du Maire qui nous parle des problèmes du village.



La route



la citerne



et notre groupe.

GRUPE BEI-FURIK

Mercredi 6 octobre

10h Départ pour Beit Fourik

Nous quittons Ramallah en direction de Naplouse (environ 40 km).

10h30 Nous sommes au check-point de Houara, porte de Naplouse. Le passage nous est refusé par une soldate au sourire entendu et malgré toute notre insistance, sous prétexte de notre propre sécurité. On prend contact avec Assad du PARC à Beit Fourik. Assad nous rejoint à 11h30 et essaye à son tour d'amadouer les soldats, mais en vain.

12h Nous partons pour tenter de passer par un autre check-point directement sur Beit-Furik : les soldats nous interdisent également de passer et nous renvoient au 1^{er} check-point. A 12h30, nouveau refus au check-point de Naplouse.

A 12h45 nous reprenons la route, puis un chemin carrossable. Mais ce chemin est barré par un portail métallique et rendu infranchissable par plusieurs tranchées faites au trax pour empêcher tout passage de véhicules. Nous continuons à pied et marchons une bonne heure jusqu'à proximité du village où nous attend un taxi. Nous arrivons à Beit Fourik dans l'après-midi.



Le check point de Houara



et puis...



15 h Arrivée au centre du PPP (Parti Populaire Palestinien).

Assad représente le PARC et Samir est responsable du PPP. Assad a 22 ans et a terminé une formation d'infirmier et s'occupe d'enfants. Il vit à Beit Fourik avec sa sœur. Samir est marié, père de famille et a quatre enfants. Il est le chef des volontaires qui travaillent avec le PARC à la construction de puits, entre autres activités.

18h45 Réunion du groupe avec la participation d'Assad, Samir et des membres du PARC.

Assad nous informe que la récolte des olives ne semble pas pouvoir commencer avant 10 jours, un contact doit encore être pris avec le commandant de l'armée chargée de surveiller les colons, particulièrement agressifs.

En conséquence nous demandons si notre venue n'est pas prématurée, nous sommes spécialement ici pour protéger la récolte. Assad dit qu'il a été pris au dépourvu par la demande du PARC de nous accueillir et admet que notre arrivée est un peu prématurée. Contacté par Assad pour lui demander s'il y avait d'autres opportunités, le chef du PARC lui a confirmé que c'est bien Beit Fourik qui présente le plus de menaces. On téléphone également à Maha du PARC qui propose ce qui suit : nous participons à la récolte des olives demain et si la situation n'est pas réglée, elle proposera d'autres sites. Pourtant, même si la récolte n'est pas officiellement commencée, Assad pense que le groupe a un rôle important à jouer pour son village, celui de témoigner des problèmes vécus quotidiennement et pour lesquels il y a urgence à trouver des solutions.

Il nous dit que Beit Fourik (10 000 hab) ne possède ni cinéma, ni théâtre et que le seul ressourcement pour les habitants est de se retrouver entre eux. Les journaux palestiniens ne sont pas distribués dans les villages et seuls ceux qui vont à Naplouse peuvent les obtenir. Une visite du village est prévue pour demain. Ce soir nous sommes reçus très chaleureusement chez lui par sa famille, et qui nous héberge pour cette première nuit.

Jeudi 7 octobre

9h00 Visite du village avec Assad et Samir.

Près du centre, on nous faire voir une maison détruite par l'armée après qu'un enfant de la famille se soit fait exploser. A Beit Fourik, 11 ou 12 maisons ont été détruites.

Un enfant a été tué par les Israéliens, nous rencontrons le père.

9h30 Visite de l'école des filles.

Cette école reçoit les filles de 13 à 18 ans, ce qui correspond au lycée. Spacieuse, construite en 1999, elle a été financée par l'Arabie Saoudite.

Nous sommes reçus par trois femmes, responsables de l'école, une d'entre elles est jordanienne. L'école compte 562 élèves et 26 enseignants. Les salaires des enseignants, 1000 à 1500 S par mois, sont versés par l'Autorité palestinienne ; mais le plus souvent, les enseignants ne reçoivent que des acomptes de 150 à 200 S. Entre autres disciplines enseignées ; la religion, la physique,, l'informatique, l'éducation physique.

En Palestine, l'école est obligatoire jusqu'à 18 ans. Les élèves entre 15 et 18 ans sont tenus à l'uniforme avec le foulard, en dessous de 15 ans, c'est facultatif. Les élèves doivent payer un écolage de 70 S par année pour les plus âgés ; pour la plupart c'est déjà trop, et dans ce cas ils peuvent fonctionner comme assistants.

L'école est ouverte six jours par semaine. Les enseignantes viennent d'autres villages et de Naplouse et les check-points sont la cause d'importantes perturbations. Hiver comme été, il arrive qu'elles doivent attendre une heure debout aux check-points et elles sont parfois renvoyées chez elles. Si elles reviennent ou passent par la montagne elles peuvent se faire tirer dessus par les colons. En cas d'absence des enseignants, des étudiants de Beit Fourik les remplacent.

La situation est la même pour les jeunes qui vont à l'université de Naplouse, et pour ces raisons beaucoup de jeunes sont empêchés de poursuivre leur formation.

L'université la plus proche est à Naplouse. Soit les étudiants trouvent à loger sur place, soit, ils se déplacent tous les jours à travers les check-points avec toutes les difficultés qu'on imagine.



Maison détruite.



Réunion des agriculteurs,



discussion avec le maire.

10h30 . Réunion des agriculteurs à la municipalité pour l'organisation de la récolte des olives.

L'assistance compte une quarantaine de personnes dont six femmes. A la tribune cinq personnes dont une femme. Le but de la réunion est l'organisation de la récolte et les conditions de stockage et de pressage. La dénomination « huile vierge » est soumise à des conditions de stockage à basse température.

12h30. Rencontre du groupe avec Yasser sur la situation de la récolte des olives.

Tirailé entre le désir de répondre à l'accueil de ce village et celui d'aller à Tulkarem pour rencontrer une population directement confrontée au mur, le groupe décide de rester à Beit Furik jusqu'à lundi, puis de partir mardi à Tulkarem (mercredi soir vers Ramallah pour les Tessinois).

15h Invitation chez Marina.

Depuis 11 ans en Palestine, maman de trois enfants, Marina est mariée à un Palestinien rencontré à l'université en Russie. Elle anime depuis trois ans, avec beaucoup de difficultés, notamment financières,, un groupe de danse traditionnelle avec des jeunes du village.

Native du fond de la Sibérie, d'origine bouddhiste, elle a néanmoins adhéré à la religion musulmane, à la satisfaction de sa famille adoptive, mais sans y avoir été obligée. Son père est gravement malade, mais elle est dans l'impossibilité de rendre visite à ses parents en Russie, sous peine de ne plus pouvoir revenir en Palestine.

Vendredi 8 octobre

8h, Récolte d'olives avec deux familles.

Notre groupe se scinde en deux équipes qui vont chacune accompagner une famille. Le groupe suisse romand va avec Mahmoud, sa fille, son fils et son neveu. Ses oliviers sont situés à proximité de la colonie située à l'ouest de Beit Fourik. En approchant des oliviers ont aperçoit très bien la colonie en face de nous comprenant des bâtiment locatifs et des bâtiments agricoles, le tout situé au centre d'un espace en friche d'un rayon de 200 m et bordé d'une route avec un grillage en barbelés. L'activité de la colonie est audible. Quelques voitures et camions circulent sur la route.

Notre présence est perçue, et la famille palestinienne est sur le qui vive. Nous sommes à environ 150m de la barrière. Pas d'intervention de colons pendant que nous cueillons jusqu'à 14h. Nous redescendons au village et nous sommes invités à partager le repas avec toute la famille de Mahmoud. Il nous fait visiter sa ferme. Il élève des moutons et des chèvres. C'est maintenant une caractéristique des habitants des villages palestiniens comme ici à Beit Fourik ; il possède, au centre du village, une écurie avec des bêtes, moutons, chèvres, vaches, chevaux, ce qui permet une certaine autarcie.



Les oliviers, la colonie d'Itamar.



La pause,



la récolte.

Fouad, agriculteur à Beit Fourik, confirme qu'il a des oliviers dans une zone près de la colonie d'Itamar et qu'il ne peut plus récolter depuis cinq ans en raison des menaces des colons.

18h Réunion du groupe.

L'équipe tessinoise a eu, avec la famille dont le père est ingénieur, une journée sans problème ; elle a permis de faire connaissance avec une famille palestinienne et de découvrir la région. L'équipe souhaite aller demain dans un endroit plus menacé. Elle propose aussi d'aller à la manifestation contre le mur à Salfit. Si cela se confirme, la manifestation devrait avoir lieu mardi ou mercredi.

20h Réunion du groupe avec Assad. Le groupe annonce rester encore 2 jours, éventuellement 3 jours, il désire accompagner demain des agriculteurs dans une zone menacée. Assad est d'accord de trouver une autre famille. Il organisera également une rencontre avec le maire de Beit Fourik. Le groupe accepte aussi l'invitation de Zoher et de Marina pour une soirée chez eux. Zoher travaille dans toute la Palestine comme ingénieur pour une entreprise de construction.

Samedi 9 octobre

8h00. Récolte d'olives.

Nous partons, tout le groupe, avec Mahmoud et ses deux fils pour récolter des olives à l'ouest de Beit Fourik. Les oliviers sont situés directement sous la colline occupée par la colonie.

Dès le début du ramassage, Mahmoud nous montre des silhouettes de colons qui se profilent sur la crête de la colline jusqu'au-dessus de nous. Ils sont visiblement armés, au nombre de 3 à 4. Edwige est chargée de les observer. Vers 10h un véhicule militaire s'arrête sur la route de la colonie en contrebas, deux soldats en sortent, ouvrent la barrière et se dirigent vers nous. Entre temps la famille de Mahmoud, se sentant menacée, se replie. Les deux soldats sont à une cinquantaine de mètres et nous interpellent, fusils pointés. Ils annoncent que la récolte n'est pas encore autorisée dans cette zone et que nous devons tous quitter les lieux. Il s'agit ne pas aggraver la situation de la famille de Mahmoud et des autres agriculteurs, et si l'on n'obtempère pas, les colons peuvent se montrer agressifs. Nous redescendons et retrouvons Mahmoud avec d'autres agriculteurs qui nous conseillent également de rejoindre Beit Fourik. Ce que nous faisons ; nous sommes reçus par la famille de Mahmoud pour boire le thé sur la terrasse de la maison et partager leur repas.

17h Rencontre avec une journaliste hollandaise à Beit Fourik.

Elle nous signale que les colons de la région sont d'un type particulièrement fanatique et dur. Ils viennent souvent de la colonie d'Hébron et font des aller et retour. Mustapha, habitant de Beit Fourik, s'est fait récemment battre et laissé pour mort par des colons alors qu'il était aller récolter des figes. Elle nous conseille de le rencontrer.

Les crimes continuent : un jeune de Beit Fourik a été récemment tué par des militaires israéliens en se rendant à la mosquée, et sans raisons apparentes. Les villageois sont allés se plaindre au check-point mais l'armée a répondu qu'elle n'en avait pas été informée!

17h30 Réunion du groupe avec Assad.

Nous avons rendez-vous avec le frère de Mahmoud le lendemain pour récolter des olives et nous partons pour Naplouse lundi. Il est d'accord de nous y accompagner. Assad nous informe que les militaires ont fait hier une incursion dans Beit Fourik, sans incident cette fois, mais parfois les véhicules militaires sont l'objet de jets de pierres et les militaires réagissent par des tirs en rafales. Des enfants en ont déjà été victimes. Il nous explique également que la nuit, Beit Fourik et Beit Dajan sont parfois la cible de fusées éclairantes et de rayons laser : les colons, depuis la colline dominant le village dirigent les rayons laser dans les fenêtres des maisons.

18h00 Rencontre avec le Maire de Beit Fourik.

Le Maire explique que la vente des olives est actuellement le seul revenu pour beaucoup de famille. Il faut 500 à 1000 kg d'olives pour faire vivre une famille. Le kg d'olives se négocie actuellement à 12 Shekels. La commune produit environ 25'000 litres d'huile par année. Le ramassage des olives se fait traditionnellement en famille avec les enfants, mais dans les zones proches des colonies, (il y a 12 km de clôture de colonies autour de Beit Fourik), les colons font tout pour les en empêcher.

La période de ramassage a été fixée cette année les 17, 18 et 19 octobre, ces trois jours ne sont manifestement pas suffisants pour les agriculteurs et le maire peut parfois et exceptionnellement obtenir du commandant israélien un à deux jours supplémentaires. En dehors des dates autorisées, il arrive que les colons tirent sur les agriculteurs.

En 2001, les colons ont menacé de tuer les agriculteurs. En 2002 les soldats sont venus sur la partie ouest à 500m de la colonie et ont arrêtés cinq agriculteurs qu'ils ont retenus deux jours dans leur cantonnement. Les soldats défendent toujours les colons. Il y a deux mois un jeune du village a été tiré sur une voiture de colon, retrouvé, il a été tué.

Le Maire nous indique aussi que chaque année les colons agrandissent les colonies au moyen d'une nouvelle route faite au trax. En 1996, la colonie s'est agrandie, en particulier la colonie avec animaux de ferme. Lorsque que les colons confisquent des oliviers, il n'y a pas de dédommagement. Des colons se sont aussi emparés de sacs d'olives pleins.

De 7'000 habitants il y a 7 ans, le village en compte actuellement 10'000. Ce qui s'explique par une forte natalité dans les 1700 familles de Beit Fourik.

Pour ses recettes, le village ne peut compter que sur la redevance du fournisseur d'électricité, sur les taxes sur les nouvelles constructions, et sur l'apport de la Banque Islamique.

Il y a quatre écoles : deux pour les garçons et deux pour les filles. 2 800 élèves sont scolarisés. Une école est neuve (l'école des filles que nous avons visitée) et trois sont anciennes ; trop petites elles comptent jusqu'à 50 élèves par classe. Actuellement le village aurait besoin d'une école de 20 classes. La municipalité n'a pas les ressources pour financer les écoles, cela dépend entièrement de financements extérieurs.

L'eau manquant maintenant, le complément est assuré par des camions citernes depuis Naplouse. Les villages de Beit Fourik et de Beit Dajan ont besoin de 800 m3 l'été et 400 m3 en hiver. En 2001 les soldats ont interdit le passage des camions citernes au nouveau check-point où il n'est plus possible de passer qu'à pied. Le village a informé le CICR du problème : un mois après, quarante camions se sont présentés, mais seuls dix ont pu passer. Depuis, une taxe de 150 S (45 fr suisses) par 10 m3 d'eau est prélevée par les soldats. Dans l'intervalle une citerne de 500 m3 d'eau a été construite entre les deux villages.

Un médecin pédiatre exerce à Beit Fourik, et un dispensaire fonctionne avec un médecin et deux infirmières dans la maison du Centre communal (où notre groupe est hébergé).

Les hospitalisations doivent se faire à Naplouse. En cas d'urgence, il n'est pas rare d'attendre une heure au check-point. La nuit, il faut faire une demande préalable pour obtenir le passage.

Récemment, il a fallu trois heures pour transporter une femme à Naplouse par des chemins détournés en raison du refus du passage par les soldats. Parfois, les soldats interdisent le passage du check-point pendant six à huit jours.

Le Maire compte beaucoup sur les missions internationales pour la récolte des olives et souhaite que l'on reste plus longtemps, car les soldats sont main dans la main avec les colons et il ne compte pas trop sur eux. L'Autorité palestinienne a bien promis des policiers, mais ce n'est pas encore fait.

Notre groupe fait part au Maire de nos regrets de ne pas pouvoir rester plus longtemps.

Dimanche 10 octobre

8h Départ pour les oliviers.

Les tessinois vont avec Jiad et les Romands avec le frère de Mahmoud. Nous sommes à peu près au même endroit que le premier jour, en face des colonies, mais pas dans la zone interdite, et on distingue les colons qui nous observent. Assad vient nous rejoindre à 10h et continue le ramassage avec nous. A 15h, nous redescendons et sommes conviés à un repas chez le frère de Mahmoud et les Tessinois le sont chez Jiad.

18h30 Rencontre avec Mustapha, chez lui, à Beit-Fourik.

Mustapha nous reçoit, avec ses parents, ses frères, devant sa maison (intérieur très modeste), il est âgé de 46 ans, il a trois enfants et il est manifestement souffrant. Il n'a pas de travail de puis la 2^e Intifada. Il possède des figuiers dans la montagne : il y a 10 jours lorsqu'il s'y est rendu pour récolter des figues, il a été attaqué par deux colons masqués. Ceux-ci l'ont attaqué et frappé avec la crosse de leurs fusils, ceci pendant une demi-heure, puis ils l'ont laissé pour mort. Il est surtout blessé à l'oeil, au bras et à l'abdomen. Ce sont des gens du village, s'inquiétant de ne pas le revoir, qui sont aller le chercher. Ils l'ont amené à Naplouse en taxi et ont passé le check-point en signalant que Mustapha s'était fait agresser. A Naplouse, il est resté pendant 10 jours aux soins intensifs. Une hémorragie au niveau des reins a nécessité une opération, il souffre aussi de fractures de côtes. Il nous montre ses blessures sur le torse et le bras gauche. Les faits ont été rapportés à la télévision et dans les journaux palestiniens.

Les colons qui ont attaqué Mustapha sont connus pour leur brutalité, ils viennent de la colonie de Qiryat Arba à Hébron et font des séjours dans la colonie d'Itamar. Un des colons est facilement reconnaissable ; chauve, barbe rousse, peau blanche. Ils font partie d'un commando connu, le commando no 12 ; leur mot d'ordre est « tuer des arabes ».

20h Rendez-vous chez Marina.

Assad nous parle d'une mission française qui est venue l'année dernière pour l'étude d'un projet d'une maison ouverte à tous les internationaux. Le projet comprend un rez-de-chaussée et deux étages. Le rez pour des salles de réunions, le 1er étage pour un centre de femmes, pour les jeunes et pour le PARC, et le 2^e étage pour le séjour des groupes internationaux. La maison sera équipée d'internet pour établir des relations culturelles avec l'Europe. Cette maison pourra également servir à la formation et à l'apprentissage des langues. Une demande à l'Union européenne a été déposée. Des contacts peuvent être pris avec l'association française par l'intermédiaire d'Assad.

Assad nous dit qu'à Beit Fourik, il y a une vingtaine d'enfants handicapés physique ou sourds et que le centre pourrait aussi les prendre en charge. Ce projet ressemble au Centre IBDA qui fonctionne dans le camp de réfugiés de Dhei Eische à Bethléem.

Comme la fin de notre séjour approche, Assad remercie notre groupe pour sa présence à Beit Fourk et espère rester en contact avec lui. On propose d'envoyer le compte rendu de la mission à Beit Fourik. Marina nous demande nos impressions sur notre séjour. Samir espère que la prochaine fois il n'y aura plus de check-point et que nous pourrions venir sans contraintes, et Assad conclut que malgré tout, les habitants de Beit Fourik n'ignorent pas que d'autres endroits dans le monde ont aussi des problèmes.

22h Réunion du groupe avec Assad.

Les Tessinois sont en contact avec Gan-Luca Rossi, journaliste indépendant qui travaille entre autre pour la TSI, il est désireux de suivre la mission. On en informe l'autre groupe et la mission conclut que ce reportage ne peut être que positif. Ludo reprend contact avec GL. Rossi, il nous rejoindra à Naplouse.

Lundi 11 octobre

10h00 Départ pour Naplouse

Nous quittons Beit Fourik en taxi jusqu'au check point, à 2 km environ : les soldats nous refusent tout passage. A force de parlementer, un soldat téléphone au commandant. Après une demi-heure, le commandant nous refuse le passage sous prétexte que la situation à Naplouse est dangereuse et qu'il ne peut pas autoriser des touristes à y aller.



Check point



Beit Dajan vu de Beit Furik



Salem vu du check point

Nous reprenons la route en taxi. Ensuite, à pied, le plus discrètement possible, nous traversons une oliveraie, puis la route entre Beit Fourik et Salem, enfin un fossé de 3 m de profondeur creusé au trax par les Israéliens pour séparer Beit Fourik des villages, enfin nous arrivons à Salem. Là nous prenons un taxi, à proximité de Naplouse, nous devons changer encore de taxi pour ne pas attirer l'attention et franchir à nouveau des chemins défoncés par les militaires. Arrivée à Naplouse au PARC à 12h. Deux heures pour faire cinq kilomètres !

12h30 Le PARC à Naplouse.

Nous sommes reçus par Kaled, du PARC, il nous fait visiter la vieille ville. Des destructions sont visibles, en particulier une savonnerie et une zone d'habitations. Nous traversons une vieille ville très vivante, son souk, ses marchés. En bordure de la vieille ville, d'importants travaux de réfection de la voirie sont en cours pour réparer les dégâts faits par les incursions des blindés.

Nous sommes rejoints par Assad et Samir qui viennent nous faire leurs adieux.

13h30 Siège du PPP à Naplouse.

Nous sommes reçus par Nacer, premier secrétaire du district de Naplouse et Hassan Abdel Hadi, membre du bureau politique du PPP. Hassan Abdel Hadi fait le point de la situation et nous explique les positions du PPP.

La population souffre beaucoup de la politique d'expansion des Israéliens. Les crimes des Israéliens sont immenses. On peut voir ici même à la TV les crimes commis sur les femmes et les enfants.

L'Autorité palestinienne a signé plusieurs accords avec les Israéliens, mais ces derniers ne les respectent pas.

Le PPP demande l'application des mesures décidées par l'ONU. On peut se rendre compte sur place de la manière dont les israéliens se comportent et il est impossible d'admettre l'occupation israélienne avec toutes ces démolitions, ces assassinats. Mais les Israéliens agissent avec le soutien des Etats-Unis et des pays européens. Et l'occupation du peuple palestinien continue. Pour le PPP, le pays devrait avoir les frontières décidées par l'ONU.

Des Palestiniens estiment que seul un soulèvement peut changer la situation. Des Palestiniens sont prêts à agir de manière violente à l'intérieur d'Israël. On peut les comprendre, dit-il, mais le PPP désapprouve de tels actes autant que la politique de violence d'Israël.

Dans le district de Naplouse, il y a un comité politique et religieux qui lutte contre l'occupation. Sans être toujours d'accord sur les moyens, ses membres sont tous d'accord contre la présence des Israéliens. Nous sommes pour l'évacuation de toutes les colonies, elles ne respectent pas les décisions de l'ONU, et nous sommes prêts à des négociations pour qu'Israël s'en retire.

Cependant Sharon décide tout seul et sa politique est de prendre toujours plus de territoire. Il ne veut supprimer les colonies qu'à Gaza, sans négociation, et il ne considère pas que la Palestine comprenne Gaza et la Cisjordanie. On approuve naturellement le fait que les Israéliens quittent Gaza, mais pas sans négociation avec les Palestiniens.

Le Mur ne passe pas très loin de Naplouse. Le tribunal international de La Haye a déclaré le Mur illégal et on considère que la communauté internationale doit le faire démolir. Et pour cela on a besoin de l'appui de tous les pays européens.

L'aide des missions civiles à la récolte des olives est un soutien très apprécié car l'huile est une source de revenu indispensable pour les Palestiniens. Israël empêche d'exporter l'huile d'olive et l'intervention de groupes comme le vôtre contribue à améliorer la situation.

Naplouse est la capitale économique de la Palestine. Cela explique la pression des israéliens sur la ville et ses environs pour empêcher les transports et le déplacement des personnes.

Aux check points le passage est interdit au moins de 30 ans. Des Israéliens tirent et tuent des gens sans raison, des enfants ont été tués dans des écoles. La situation a empiré sur le plan économique depuis un an. La population souffre de cette situation qui détruit le moral.

Les Israéliens pensent qu'avec la violence ils auront raison des Palestiniens. Mais les Palestiniens sont déterminés et savent qu'ils auront la victoire. Nous sommes d'accord pour deux états indépendants, car la place existe sur la base du plan de 1947. Auparavant les autres partis voulaient un seul état, mais ils sont également revenus à l'idée de deux états, en tout cas dans une première étape.

L'objectif de Sharon est de construire des murs comme en Afrique du Sud. La région de Beit Fourik est une région chaude et les murs sont faits pour empêcher la communication entre les villages et Naplouse, empêcher l'accès aux écoles et rendre difficile la formation. La situation est très difficile et les Palestiniens cherchent toutes les solutions possibles pour y remédier.

M. Nadi juge l'« Initiative de Genève » plutôt positive, car elle prend en compte l'entier de la situation,, mais le droit au retour des réfugiés de 1948 n'est pas traitée de la bonne manière. Des contacts nécessaires et positifs existent avec le parti communiste israélien, une partie des travaillistes israéliens et Peace now qui admettent que l'occupation est illégale et que les Palestiniens ont droit à un état indépendant.

Le système politique actuel a besoin d'être rénové, ce qui nécessite des élections locales et parlementaires, seuls moyens pour établir la démocratie en Palestine. On admet que les élections se fassent sous supervision de l'ONU.



Nablouse : zone bombardée.



Campagne électorale



Listes électorales.

Le PPP constate avec satisfaction qu'une discussion s'instaure entre partis laïques et religieux. Avec le Hamas il y a encore quelques problèmes mais il y a une volonté de s'entendre, car la discorde entre partis profiterait aux Israéliens. La population vit dans le désespoir et dans ces circonstances la population se tourne vers la religion, mais il y a une bonne base laïque. Pour le moment on se réfère à Dieu, mais avec les circonstances de la vie on revient aux réalités.

15h30 Visite du camp de réfugiés no 1 de El-Ain

Nisar nous fait visiter le camp où 6000 personnes ont été regroupées en 1948.

Après le camp de toile, et dès 1952, le camp s'est doté d'un club de sports, d'un centre de femmes et de logements en dur. Les étages se sont ajoutés aux étages, jusqu'à cinq étages, sur un plan dessiné pour des habitations de plein pied. Nous traversons le camp, les rues sont très étroites et ce sont les seuls espaces de jeux pour les enfants, mis à part un terrain vague à l'extérieur du camp. La rue principale du camp mesure au plus 2 m de large. Khaled nous amène dans un bâtiment, les pièces très petites donnent toutes directement sur les paliers.



Nous voici chez un habitant qui nous montre une liasse de titres de propriétés établis sous l'occupation anglaise. Malgré cela, il a été chassé de ses terres par les Israéliens.

En 1987 beaucoup se sont installés ailleurs ou se sont expatriés. Les conditions de vie dans le camp sont difficiles, les enfants jouent dans les ruelles très étroites et sont souvent victimes d'accidents. Les familles vivent dans le camp pendant que certains hommes vont travailler dans d'autres villes,, jusqu'en en Jordanie ou dans les pays du Golfe.

Depuis la 2^e Intifada à Naplouse il y a eu 500 morts, 8000 blessés, 4000 invalides et 450 prisonniers.

Sortis du camp, nous continuons au fond de la vallée, guidés par Khaled. Les hauts de la vallée sont occupés par des colonies et interdits aux Palestiniens. Les routes sont barrées par des tranchées qui marquent la limite à partir de laquelle il est interdit aux Palestiniens de s'occuper de leurs oliviers. Des éclairs zèbrent le ciel, un orage s'annonce plus au nord. Il est 17h, la nuit tombe.

Nous revenons vers Naplouse et nous nous arrêtons chez Khaled où il nous invite à boire un verre sur la terrasse de son immeuble. Une de ses filles a terminé ses études d'archéologie, une autre poursuit encore les même études, bien qu'elles sachent qu'elles ne trouveront pas maintenant du travail dans cette discipline. Toute la soirée des avions militaires vont et viennent au dessus de la ville.

Mardi 12 octobre

10h00 Le journaliste GL. Rossi et son assistante arrivent au PARC. Ils nous apprennent qu'un agriculteur a été grièvement blessé hier à Naplouse en cueillant des olives par des soldats ou des colons.

Nous partons pour Tulkarem. Au check-point, à la sortie de Naplouse, les militaires nous demandent d'où l'on vient et ils sont très surpris de nous voir là. Bref on passe en changeant de taxis. Encore un barrage sur notre route mais sans soldats, il faut quand même changer de taxis. A chaque check point ou barrage il faut descendre du taxi, passer à pied et reprendre un autre taxi. Seules les ambulances et quelques camions et véhicules privés dûment autorisés peuvent traverser.

GROUPE DE SALFIT

Texte de Remy

Le mercredi 6 octobre, le groupe composé de Valentina, Maria, Alex, Bossa, Roy, Adriano, Maurice et Rémy se rend pour la cueillette des olives dans la région de Salfit. Cette région, éloignée de la ligne verte, en plein centre de la Cisjordanie est occupée par de nombreuses colonies, dont celle d'Ariel.

Nous sommes accueillis par Rizik dans son village de *Deir Istyia*. C'est la 2^{ème} plus grande commune de Cisjordanie, elle compte 3'500 hectares, et est entourée de 9 colonies. Nous récoltons les olives pour un agriculteur du village voisin de *Kefl Hares*. Les champs de cet agriculteur se trouvent de l'autre côté d'une route et parallèlement à celle-ci l'état d'Israël est en train de construire; une route ou le mur ? Personne ne le sait. Mais, quand cette construction sera terminée, les agriculteurs de cette commune seront probablement comme beaucoup d'autres en Cisjordanie, séparés de leurs champs.

Le dimanche 10 octobre, nous partons récolter les olives à *Sarta*. Là aussi de nombreuses colonies entourent le village, dont Barkam qui est une colonie industrielle. Dans ce genre de colonie, l'état d'Israël installe souvent des industries polluantes. Les colons qui habitent Barkam sont essentiellement d'origine russe. Pour ce genre d'activité, ils engagent des Palestiniens qui ne sont pas soumis à la loi israélienne sur le travail. Les normes de sécurité ne sont pas respectées, ce qui fait que les accidents de travail et les maladies professionnelles sont très fréquents.

Lundi matin 11 octobre, Riziq nous emmène à *Mas'ha* ou il nous explique la situation de cette commune. Celle-ci possédait 600 hectares de terre : 550 hectares ont soit été pris par les colonies, soit se trouvent de l'autre côté du mur. Une porte a été aménagée, qui en principe devrait être ouverte à 7 h.00 et à 16 h. 00 pour permettre aux agriculteurs d'aller dans leurs champs, mais l'ouverture dépend de l'humeur de l'occupant. Les conditions de passage peuvent changer à tout moment, même en cours de journée. Il nous raconte la mésaventure arrivée à Wallid Amad. Le matin, il a passé sans problème avec son autorisation, mais en rentrant le soir, les soldats lui ont notifié que les personnes de moins de 33 ans ne pouvaient pas passer, ils l'ont accusé de ne pas respecter les ordres et ils l'ont tabassé, il a eu un bras cassé. Les portes sont des lieux de non droit et d'humiliations constantes. Les soldats voulaient obliger une femme de 60 ans à se déshabiller complètement, elle a refusé et depuis elle ne peut plus se rendre dans son champ. Les soldats obligent les Palestiniens à appeler leur ânes du nom de leurs femmes et même dans certain cas ils les incite à avoir des rapports sexuels avec eux. Les agriculteurs cultivaient beaucoup de légumes, ce qui nécessite une présence régulière, mais comme ils ne peuvent plus se rendre régulièrement dans leurs champs, ils ont dû abandonner ce genre de culture. C'est une politique délibérée des Israéliens pour faire fuir les habitants du village. Celui-ci qui comptait plus de 4'000 habitants, n'en a aujourd'hui plus que 2'000. La rue principale, autrefois très animée, où notamment une quarantaine de petites entreprises de taille de pierre s'activaient, est aujourd'hui complètement déserte.

En fin de matinée, nous allons à *Yasuf* où un incident s'est produit la veille. C'est un agriculteur palestinien qui nous raconte ce qui s'est passé. Ils récoltaient leurs olives, quand une dizaine de colons armés sont descendus de la colonie de Kfar Tappuah et les ont agressés. Ils ont lâché leurs chiens et leurs ont lancé des pierres, les Palestiniens ont riposté. L'armée est intervenue en s'interposant entre les Palestiniens et les colons et ces derniers en ont profités pour voler la récolte et le matériel des Palestiniens, brûler les habits des femmes et enfin mettre le feu aux champs. Une quarantaine d'arbres ont été détruits, ce qui représente une perte annuelle de 800 kg. d'olives.

L'après-midi, nous partons pour Naplouse, mais nous serons bloqué au check-point à l'entrée de la ville. L'armée refusant de nous laisser passer, nous renonçons à atteindre cette ville et nous nous dirigeons vers Irtah près de Tulkarem.

LES DEUX GROUPES SE REJOIGNENT

Texte de Pierre

13h00 Arrivée au PARC à Tulkarem.

15h00 Arrivée à Irtha chez Fayez El Haneb, sa femme et ses enfants.

Fayez nous emmène voir le Mur qui a isolé les terres agricoles du village. C'est en 2002 qu'a débuté la construction du mur de Far'un. Le Mur a isolé des maisons de leurs terres, soit une surface de 50 hectares. Sur 10 km de Mur ou de clôture il n'y a qu'une seule porte d'accès ! En 2003 les Israéliens décident de démolir 13 maisons, 2 sont déjà démolies, pour les autres un recours est pendant. Une énorme surface de 50 hectares environ, captée par le Mur hors du territoire israélien, est en cours d'aménagement par les Israéliens. Les pelles mécaniques et les trax tournent jour et nuit, sans que personne ne sache ici de quoi il s'agit exactement.

Fayez craint que, coupé de ses terres et de ses ressources, le village ne se transforme en camp.



Zone industrielle ? Probablement.



Hors la loi internationale.



Hors droit : travail, environnement...

Mercredi 13 octobre

7h00 Nous accompagnons des agriculteurs qui vont dans leurs champs, de l'autre côté du mur. Nous sommes au portail no 15. Un écriteau précise qu'il est ouvert de 6h50 à 7h10, 12h50 à 13h10, 16.45 à 17h, à l'exclusion de raisons humanitaires !

Environ 25 agriculteurs dont 2 femmes attendent l'ouverture du portail pour pouvoir accéder à leurs champs situés entre la clôture et ligne verte dans la région de Zamouri, et pour accéder au village de Roulioum. Quelques travailleurs du bâtiment vont travailler dans le village.

Une grande partie de cette enclave est couverte de serres : elles sont en ruines depuis que le Mur interdit aux agriculteurs de les exploiter normalement et leur interdit surtout d'assurer la commercialisation de leurs produits.

7h20 L'équipe de TV nous rejoint au portail. Les militaires arrivent à 7h30. Tous, sauf un, traversent après avoir montré leurs papiers. On arrive de l'autre côté et nous nous séparons en deux équipes pour aider les agriculteurs à ramasser les olives.



Le matin :



l'attente.



15 h00 : la récolte s'arrête et nous nous présentons à la porte à 14h00. Autour de nous des serres et des plantations ont été brûlées pour ménager une zone de « sécurité » de 200m par 400 m devant la porte! Il ne reste plus que 2 ou 3 abris en ciment où les agriculteurs s'abritent du soleil en attendant que le portail s'ouvre. Vers 15h00 des soldats s'arrêtent et repartent et c'est seulement à 16h00 que les militaires ouvriront la porte : 2 heures d'attente!



L'après-midi :



l'attente.



Repas chez Fayez, au menu des pizzas cuisinées par les Tessinois. Il y a là quatre français, membres de l'association France Palestine Solidarité Alpes de Haute-Provence (AFPS).

Ils sont en Palestine pour aider les agriculteurs à améliorer la qualité et la commercialisation de l'huile d'olives (normes européennes). Leur association a pris en charge l'installation de nouvelles cuves en inox et envisage de commercialiser l'huile en France.

Ils témoignent d'une agression dans le village de Seida où des soldats israéliens se sont embusqués de nuit dans l'école. Lorsque les enfants sont arrivés, les soldats ont fait irruption, semé la terreur, menotté les enseignants, et tiré sur un adolescent qui est mort à l'hôpital. A la demande des habitants les quatre membres de AFPS se sont rendus à l'hôpital pour pouvoir en témoigner.

8h45 Réunion avec un Comité du village.

Les membres présents du comité sont : un agriculteur, un étudiant, deux officiers de la police palestinienne, un fonctionnaire au ministère de l'économie, l'Iman, le pharmacien et un responsable du PARC. Ils se présentent comme un comité de bénévoles qui s'est mis, suite aux événements, au service de leurs concitoyens dans la vie de tous les jours. Ses activités touchent la santé, l'éducation, l'enseignement, les écoles, et les infrastructures que le Mur a détruit. De l'aide est actuellement recherchée auprès d'organisations étrangères pour financer les projets. Ils cherchent à éviter les conflits sociaux et à établir des relations avec les autorités palestiniennes.

Le Comité aimerait qu'on sache à l'étranger :

- que les différentes factions, religieuses et non religieuses, peuvent très bien s'entendre et travailler ensemble, sans s'opposer contrairement à l'image qu'en donne souvent les médias ;
- qu'il y a 3 millions de Palestiniens dans les territoires occupés et 4 millions à l'extérieur.
- que le Mur est bien construit sur le territoire palestinien en toute illégalité ;
- que le Mur est une mesure pour vider les lieux de leurs habitants ;
- que le Mur est un réel danger pour tous les peuples, car on bafoue le droit international ;
- que le Mur est une humiliation pour les Palestiniens (check points) ;
- que le Mur participe des exactions des Israéliens, ces exactions expliquent pourquoi des Palestiniens explosent dans leur intérieur et se font exploser ;
- Que le Mur n'est pas, comme le prétend Israël, un instrument de sécurité, car, dans le même temps, et malgré les accords, les Israéliens sabotent toutes les infrastructures de la police palestinienne.

Questionnées sur les actions que nos associations entreprennent, l'AFPS, puis le CUP, détaillent leurs activités.

Le comité prend l'exemple de l'Afrique du Sud pour nous demander de mettre l'accent sur la plus large information, pour faire pression sur nos parlements et nos gouvernements et pour qu'à leur tour ils fassent pression sur le gouvernement israélien.

L'accès des délégations et missions étrangères derrière le mur est très important, et en particulier les actions d'accompagnement pour le traverser, car si les agriculteurs ne pouvaient plus traverser le mur, ce serait une victoire pour les Israéliens.

Jeudi 14 octobre

Société des prisonniers (branche de Tulkarem)

Nous sommes reçus par deux femmes représentant cette société. Elles ont chacune plusieurs membres de leur famille en prison, une en a dix. D'emblée elles déplorent le fait que plusieurs délégations européennes soient venues les rencontrer sans que la situation des prisonniers s'améliore. Elles nous parlent de leur combat.

- Créée en 1993, l'objectif de la société est de secourir les prisonniers mais aussi leurs familles. C'est par exemple mettre des avocats à disposition des prisonniers pour faire respecter leurs droits et c'est aussi soutenir leurs proches pendant leur absence en assurant leur approvisionnement (huile et produits de première nécessité).
- L'Association est financée par des familles palestiniennes fortunées, tous les responsables sont bénévoles sauf un poste qui est rémunéré.
- La grève de la faim qui a eu lieu il y a deux mois a été déclenchée en raison des mauvais traitements subis par les prisonniers et par leurs familles.
- Des familles des prisonniers sont battues et les prisonniers ne peuvent pas voir leurs familles durant plusieurs années.
- Des prisonniers sont obligés de signer des aveux pour être soignés.
- Des fouilles humiliantes et des actes sexuels sont pratiqués par les gardiens sur les prisonniers.
- La nourriture est de mauvaise qualité et insuffisante.
- Peu ou pas de médicaments malgré le versement de 20 à 30 schekels par prisonnier et par jour par la communauté internationale.
- Pendant la grève, les habits des prisonniers ont été volés pour les obliger à faire des réclamations et les distraire de leurs réelles revendications.

- Après la grève, qui a duré 19 jours, les promesses des israéliens : permission pour voir leurs familles, médicament, n'ont pas été tenues. La Croix-rouge n'a pas pu intervenir davantage.
- Les parloirs sont séparés par des vitres et l'on doit communiquer par interphones. Les parloirs sont très bruyants et les conversations sont inaudibles.
- Les enfants d'une même famille sont en principe dispersés dans plusieurs prisons pour rendre les contacts avec leurs familles plus difficiles. On nous montre la photo d'un enfant né en prison. Sa mère a quatre autres enfants et le père est également en prison. Beaucoup de ces enfants en prisons souffrent d'anémie.
- Les procès sont très différents pour les Palestiniens et pour les Israéliens. Les Israéliens sont souvent jugés fous et n'encourent que peu de peine. Les Palestiniens sont envoyés en prisons et sévèrement condamnés sur de simples présomptions ou pour avoir seulement proféré des menaces verbales.
- Entre le moment où la personne est arrêtée et où elle est emprisonnée, elle reçoit des coups, elle peut avoir des dents cassées, et subir des tortures psychologiques. Pour faire avouer les prisonniers, leurs femmes et leurs filles sont parfois l'objet d'actes sexuels, leurs maisons sont démolies.
- La situation est comparable à Abou Graïb en Irak et les Israéliens font des émules dans plusieurs pays en conflit.

Malgré cette souffrance, les pays européens ne font rien. La société demande que le droit international soit appliqué. La société constate que depuis quelque temps, les médias ne parlent plus de la situation dans les prisons. Nos hôtes nous enjoignent de témoigner de la situation de ces prisonniers.

- En Israël, des Palestiniens sont internés dans 27 prisons, mais il n'y a plus d'enquête ou de rapport sur la situation de ces prisonniers. Ils sont 8000 prisonniers actuellement dont 100 femmes, et dont 30% d'enfants entre 13 et 18 ans. Les plaintes envoyées à l'ONU et aux organisations internationales ne donnent pas beaucoup de résultat, comme pour le Mur, malgré la condamnation du tribunal international.
- De 1967 à 1970, des prisonniers ayant été condamnés à de longues peines ont servi de cobayes pour des expériences médicales et plusieurs ont développé des cancers. Les organisations humanitaires, dont le Croissant rouge, ont beaucoup de peine à intervenir (les cancers sont aussi en augmentation près de Tulkarem, ils sont dus, selon l'Autorité palestinienne, aux implantations d'usines polluantes israéliennes).
- Les corps des prisonniers morts pendant les interrogatoires sont utilisés pour des recherches médicales et des organes sont prélevés pour des transplantations.
- Les familles doivent verser 300 S par mois pour les besoins du prisonnier. Le salaire des prisonniers qui avaient un travail continue d'être versé par l'Autorité palestinienne. Les autres sont aidés par des organisations.
- Après 14 jours de détention, les prisonniers reçoivent la visite du Croissant rouge, mais après, les contacts s'espacent. Il n'y a pas de collaboration entre Croissant rouge et l'Etoile de David Rouge.
- Dans des prisons, dont Chahta, les femmes ne peuvent pas suivre de cours pour se former.
- Prisons dans le désert : la prison centrale du désert est identique à celles hors désert. La situation est pire dans les prisons périphériques sous tentes. Les prisonniers y sont exposés aux scorpions, aux exactions et pour celles situées à proximité des centrales nucléaires les prisonniers sont en plus exposés aux radiations. D'où le nom de ces prisons « piqûres de scorpions ». Dans les prisons exposées aux radiations, les gardiens ont, contrairement aux prisonniers, des traitements et des protections.
- Les prisonniers ne peuvent pas avoir recours à des avocats palestiniens, par contre un comité sur territoire israélien se charge de la défense des prisonniers.
- Les prisonniers palestiniens sont séparés des prisonniers israéliens.
- Un des hommes présents a sa femme et un de ses enfants en prison. L'enfant souffre d'une maladie du sang mais il est privé de traitement. Sa femme a été condamnée pour avoir porté secours à des blessés. Il a quatre autres enfants en bas âge et il n'a pas encore pu visiter sa femme et son enfant né il y a deux ans.

Plus tard, un homme, membre de la Société, nous dit avoir passé 5 ans en prison, dont 3 mois dans une cellule de 1/1 m et avec 1 douche tous les 3 mois. Les interrogatoires qu'il a subi ne sont pas des cas isolés : attaché à une chaise, les bras dans le dos avec un sac sur la tête, et la tête plongée dans la cuvette de WC, les soldats le frappaient jusqu'au sang. Il ne va pas abandonner la lutte. Suite à ces traitements, beaucoup sortent de prisons avec des handicaps, impuissants suite à des coups sur les organes génitaux et avec des problèmes psychologiques. Lui-même boite et nous avoue ne plus se sentir comme un être humain.

Les prisons peuvent aussi être des occasions pour les Palestiniens de se former et d'approfondir leurs connaissances, en s'organisant et en diffusant des outils de formation.

Rentrés à Irtha, nous prenons congé des Tessinois qui partent à Ramallah pour faire le bilan de notre séjour avec le PARC.

GROUPE DE HAIFA ET NAZARETH

L'après-midi nous allons visiter les plantations de Fayez et de sa femme qui sont situées à proximité du Mur et qui comprennent des cultures en plein champ et des cultures sous serres, en particulier des tomates (cultivées sans pesticide). Alors que nous les aidons à arracher la mauvaise herbe dans les salades, un véhicule militaire s'arrête sur la route longeant le Mur et deux soldats exigent que les étrangers quittent immédiatement le champ, sinon la zone de ses plantations pourrait lui être dorénavant interdite! Notre présence avait été détectée et dénoncée par un guetteur de l'usine israélienne située derrière les champs de Fayez, hors territoire israélien.

Vendredi 15 octobre

Nous quittons Irtha pour Haifa et nous attendons l'ouverture du check-point à la sortie du village de Far'um. Après une demi-heure nous apprenons qu'il restera fermé pour la journée ! Tout le monde rebrousse chemin, nous prendrons des taxis pour un autre check-point que nous pourrons enfin franchir pour atteindre Haifa. Nous y rencontrons l'association faïtière des associations palestiniennes en Israël, puis nous rentrons à Jérusalem.

Vendredi 15 octobre et samedi 16 octobre, une partie du groupe passera ces deux derniers jours à Haïfa et à Nazareth où nous rencontrons plusieurs organisations de Palestiniens d'Israël. Texte de Remy

A Haïfa, nous rencontrons Ameer Makhoul qui nous parle d'*Ittijah (Union of Arab Community Based Associations)* organisation créée en 1995.

Suite aux accords d'Oslo, les Palestiniens d'Israël ont été oubliés et ce sentiment de trahison les a amenés à créer diverses organisations pour défendre leurs droits. Ittijah développe des relations avec le PNGO, car ils estiment qu'il est important que les trois communautés (Palestiniens des territoires occupés, les réfugiés et les Palestiniens d'Israël) travaillent ensemble. La problématique est la même, il ne faut pas que les trois communautés soient divisées, mais au contraire qu'elles recherchent ensemble des solutions. Il y a un million de citoyens arabes en Israël. 8% vivent dans des villages non reconnus, ils n'ont accès à aucun service public (eau, électricité, route, école, ramassage des ordures ménagères, poste, etc ...), ils ne peuvent pas se rendre dans leurs champs ou dans un lieu sacré. Ils n'ont même pas d'adresse, pour être légalisés, ils doivent s'inscrire dans la commune avoisinante. Ils vivent dans une situation de punition collective. Israël se présente comme une démocratie, alors que cet état promulgue des lois racistes. 40% des Israéliens sont favorables au transfert des Palestiniens d'Israël en Cisjordanie. Une solution d'échange entre les Arabes israéliens et les colons de Cisjordanie était inscrite dans un programme politique. Le taux de chômage est nettement plus élevé dans les villes à majorité arabe. A Nazareth, le gouvernement israélien a créé une nouvelle ville (Nazareth Illit) en expropriant les Palestiniens de leurs terres. Les bureaux et les industries se déplacent dans cette nouvelle ville et tous les juifs vont y vivre, ce qui fait que Nazareth devient un ghetto pour les Arabes. Concernant les investissements publics, quand 6\$ sont investis pour les Israéliens juifs, 1\$ est investi pour les Palestiniens d'Israël. Dans les années 1970 beaucoup de Palestiniens ont été expropriés de leur terre, et comme une loi israélienne interdit aux Israéliens arabes d'acheter des terres, il y a de moins en moins de Palestiniens qui travaillent dans l'agriculture. Les trois axes de lutte de cette association sont le droit aux retours, le droit à la citoyenneté et le droit à la terre.

Nous nous rendons ensuite à **Ein Hod**, un de ces villages arabes qui n'existe pas. C'est en 1948, lorsque les habitants palestiniens ont dû fuir leurs maisons devant l'agression israélienne, qu'une famille s'est réfugiée dans ce lieu en attendant de pouvoir retourner chez elle ; aujourd'hui ce village compte plus de 250 habitants. En 1951, ils ont appris que leurs terres leurs avaient été confisquées et qu'ils faisaient partie de ces présents-absents, c'est ainsi qu'on désigne les habitants de ces villages non-reconnus. L'administration israélienne a utilisé toute sorte de moyens pour les faire partir de cet endroit. En 1959 les Israéliens leur ont confisqué une partie des terres qu'ils cultivaient ; en 1961 ils ont entouré leur village d'une clôture ; en 1963 ils ont édicté une loi leur interdisant d'habiter dans des zones agricoles ; en 1973 ils voulaient en faire un parc national ; une zone militaire en 1975 et en 1981 une zone archéologique. En 1978, les habitants de ce village ont commencé à s'organiser pour se défendre, et en 1988, ils ont créé avec d'autres villages dans le même cas, l'association des 40 (40 ans après la Nakba). En 1992 Israël a commencé à reconnaître certains villages, Ein Hod le sera en 2004.

Samedi, nous nous rendons à Nazareth ou Khaled Awad de **Alsebat Association For Heritage Preservation**, nous entretiendra d'abord du problème des réfugiés. Il travaille en collaboration avec le Badil. 530 villages Arabes ont été détruits en Israël, et des noms en hébreu ont remplacé les noms arabes pour entretenir la croyance que ce sont des juifs qui ont toujours vécu dans ces lieux. Pour lui, il n'y aura pas de paix si la question des réfugiés n'est pas réglée. Il y a 4 millions d'expatriés, qui vivent souvent dans des conditions très mauvaises. En Syrie et au Liban de nouvelles lois encore plus restrictives ont été décrétées depuis la guerre d'Irak. Après Oslo, les réfugiés ont ressenti que l'autorité palestinienne voulait négocier la paix sans régler leurs problèmes, c'est pourquoi ils ont décidé de s'organiser pour faire reconnaître leurs droits.

Il nous parle ensuite des prisonniers. Depuis le déclenchement de la 2^{ème} Intifada, beaucoup de Palestiniens d'Israël ont été arrêtés pour avoir manifesté leur solidarité avec leurs compatriotes de Cisjordanie et de Gaza. Les prisonniers arabes ne sont pas traités comme les prisonniers Israéliens. Ils se retrouvent emprisonnés dans les mêmes conditions que les autres Palestiniens. Tortures, absence de soins en cas de maladies ou de blessures, nourriture mauvaise et insuffisante, difficulté de recevoir des visites, tel est le régime auquel ils sont soumis. Leur association collabore également avec des organisations d'autres pays arabes, notamment de Jordanie ou le problème des prisonniers est important. Des habitants de la Jordanie qui purgent leur peine en Israël sont renvoyés à leur sortie de prison par l'état d'Israël en Jordanie. Mais à cause de leur absence de ce territoire, ils ont perdu leur passeport, en conséquence les Jordaniens les renvoie en Israël où là, ils sont considérés comme illégaux et se retrouvent en prison.

Nous nous rendons ensuite dans les locaux de **Ahali (Center For Community Development)**. Cette organisation créée en 1999, veut aider la communauté palestinienne à s'intéresser à la politique pour défendre leurs droits. Actuellement elle travaille sur trois projets : les paysans arabes, les femmes rurales et le forum civique.

Cette association a créé une union des paysans arabes, afin d'être unis pour se défendre face au gouvernement. Elle travaille sur la question des cultures et notamment sur le problème de la lutte contre la mouche de l'olivier dans une agriculture biologique, ils travaillent sur ce projet avec le PARC en Cisjordanie. Elle veut développer des stations météorologiques pour gérer l'eau, les traitements et les travaux des champs. Elle édite un magazine en arabe et elle s'occupe de la distribution de l'huile d'olive. Elle collabore avec le PARC pour exploiter les terres de l'autre côté du mur sous la forme de fermage et elle essaye de maintenir le contact entre ceux qui sont séparés par le mur. 70% des investissements pour l'agriculture proviennent de l'Etat, mais aucun montant n'est mis à disposition des agriculteurs palestiniens d'Israël, ce qui fait que ceux-ci ne peuvent rivaliser au niveau des prix avec les Israéliens juifs. De plus, Israël importe une partie de la consommation d'huile d'olive de Grèce, d'Italie et de France, huile qui est vendue moins cher que celle produite par les Palestiniens. Comme ils ne peuvent plus vivre de leur production, ils sont contraints de vendre leurs terres qui sont rachetées pour les paysans juifs. Ils deviennent ouvriers dans des entreprises israéliennes.

Avec les femmes rurales, l'association travaille sur la question de l'épargne et elle enseigne aux femmes la manière d'obtenir un revenu de leur travail aux champs et la manière de vendre leurs produits. Dans le forum social des femmes, elle traite du rôle des femmes dans la politique locale, forme les femmes à apprendre à parler en public et à défendre leurs idées.

Dans le forum civique, quatre thèmes sont développés : la destruction des maisons; le développement et l'emploi ; les statuts des femmes ; les parents d'élève, elle collabore avec des spécialistes.

En 2005, leur organisation sera membre de Via Campesino.

La situation est très complexe. Les femmes sont en général plus éduquées. Mais à cause de la situation, la religion progresse, et l'on voit plus de femmes voilées qu'avant. La communauté demande aux femmes de laisser leurs revendications de côtés pour se consacrer à la lutte contre la colonisation, Il est donc difficile de trouver la bonne voie pour continuer à défendre leurs revendications dans ce contexte.

Depuis trois ans, le 30 mars, journée de la terre, Ahali participe à la plantation d'oliviers dans le Néguev.

Mi-octobre, retour de la mission



Dessin d'enfant

Ahmed El Haneb - Irtha 2005